

JOURNAL

Royaume-Uni : vers la fin du « *two-party system* » ?

DOMINIQUE TURPIN*

Tout comme, selon la loi mise en évidence par Sir William Herschel, les lumières que nous voyons briller au firmament correspondent parfois à des étoiles depuis longtemps éteintes, les observateurs continentaux, de Montesquieu à nos jours, ne sont-ils pas condamnés à décrire toujours avec un temps de retard les institutions et conventions d'outre-Manche ? « A tout moment donné, remarquait en ce sens Stanley Baldwin aux Communes en 1931 (cité par F. G. Marx, *La Grande-Bretagne vit-elle sous un régime présidentiel ?*, RDP, 1969, p. 9), il peut y avoir une pratique qu'on appelle constitutionnelle qui est en train de tomber en désuétude et il peut y avoir une autre pratique dont l'usage s'introduit lentement mais qui n'est pas encore constitutionnelle ? »

Ainsi en va-t-il, peut-être, du *two-party system*. Depuis le célèbre face à face Gladstone-Disraëli, nous avons fini par considérer que le régime parlementaire classique, à base de séparation souple entre Législatif et Exécutif, avait fait place, dans le Royaume-Uni, à un bipartisme rigide, facteur de bouleversements des principes et mécanismes initiaux, la coupure passant désormais entre le parti majoritaire, dont le leader, « monarque élu », était appelé à constituer le cabinet et disposait de la totalité du pouvoir grâce à un parlement par définition favorable, et le parti minoritaire, remplissant des fonctions officielles de doléance et de contrôle, tout en préparant au grand jour l'heure de l'alternance.

Dans un tel système, les relations Législatif-Exécutif ne pouvaient qu'être, disait-on, profondément modifiées. En particulier les moyens de pression réciproques dont dispose normalement chacun des deux pouvoirs envers l'autre n'avaient plus aucune raison (mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement) ou des raisons différentes (dissolution) d'intervenir. Seul l'arbitrage du peuple, entre deux organes ou entre deux partis,

* Maître-assistant à la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier I.

demeurait l'élément commun, et en définitive essentiel, au parlementarisme traditionnel et au régime nouveau.

De fait, si la Grande-Bretagne a connu des périodes de majorités étroites et même des gouvernements minoritaires obligés de compter sur le soutien de tiers partis, si certaines dissidences internes au parti vainqueur des élections générales ont pu conduire à des changements de Premier ministre ou même à des démissions (Chamberlain en 1940, Eden en 1956 par exemple), jamais depuis le renversement de Gladstone soi-même sur le vote du budget en 1885, un Gouvernement n'avait été sommé de se retirer par les Communes, à l'exception des cabinets travaillistes (minoritaires) Baldwin et Mac Donald en 1924.

Mais on peut actuellement se demander si ce vernis, pourtant séculaire, du *two-party system* n'est pas en train de se dégrader irrémédiablement, laissant ainsi apparaître à nouveau en pleine lumière les structures et les mécanismes d'un régime parlementaire classique, dont la disparition avait peut-être été annoncée un peu vite.

Le *two-party system* connaît en effet une crise dont les manifestations sont évidentes, les causes variées et les conséquences sur le régime politique britannique incertaines.

I. — LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE

a) On l'a dit, à l'inverse du régime parlementaire, le *two-party system* est censé rendre superflues les armes dont dispose chacun des deux pouvoirs sur l'autre. La Chambre des Communes, qui « peut tout faire », n'a aucune raison de mettre en cause la responsabilité du Gouvernement, dirigé par le leader de la majorité, composé de ses membres les plus éminents et conduisant la politique pour laquelle le parti a été « mandaté ». Dans ces conditions, la dissolution, arme de l'Exécutif, n'est plus nécessaire tant que le parti reste uni, ou plus exactement change de signification : le Premier ministre y recourt, éventuellement, non plus lorsqu'il est, ou est menacé d'être, renversé, c'est-à-dire lorsque *cela va mal* ; mais au contraire lorsqu'il estime, à tort ou à raison, avoir le vent en poupe, ou encore lorsque l'opposition est désorganisée, c'est-à-dire lorsque *cela se présente bien* et qu'il a toutes les chances de retrouver, pour une nouvelle législature, la même majorité, plus étoffée encore.

Le mode de scrutin, enfin, a pour fonction de favoriser le parti vainqueur, lui accordant un nombre de sièges plus que proportionnel au nombre de ses voix (loi du cube), et surtout de laminer toute formation qui tenterait de s'immiscer entre les deux grands, tel par exemple le Parti libéral (aux élections de février 1974, le Labour obtint une majorité relative avec 37,1 % des suffrages ; les conservateurs, avec 1 % de voix en plus, remportèrent cependant 4 sièges de moins ; les libéraux, avec près de 20 % des voix, durent se contenter de 14 sièges pour 517 candidats présentés).

b) Cependant, ces principes fondamentaux du *two-party system* ont connu, dans une période récente, un certain nombre d'accrocs révélateurs de l'état de crise dans lequel est entré ce dernier.

Déjà, en 1974, sur fond de difficultés économiques (crise du pétrole, grève des mineurs), les élections anticipées du 28 février, si elles firent perdre le pouvoir aux conservateurs de M. Heath, ne permirent à aucun des deux grands partis de s'assurer une majorité absolue à Westminster, et le nouveau Gouvernement travailliste, dirigé par M. Wilson, manqua d'être renversé dès le vote relatif à l'approbation du Discours du Trône. Puis, ne parvenant à se maintenir qu'en marchandant au prix fort l'appui de quelques députés nationalistes gallois ou écossais, souvent mis en minorité aux Communes (trois fois en vingt-quatre heures en juin) en dépit de ces concessions, le Premier ministre ne put éviter de recourir à la dissolution, sept mois seulement après le début de la législature. Il obtint, certes, à l'issue des élections générales du 10 octobre, une majorité absolue mais si fragile qu'elle ne devait durer que jusqu'au 4 avril 1976. Dès lors, M. Callaghan, successeur de M. Wilson, fut obligé, compte tenu de quelques défections, de s'appuyer sur le pacte « lib.-lab. », de mars 1977 à mai-juin 1978, et de se maintenir en place grâce à certaines astuces, telles que celle consistant à autoriser, le 14 juin 1977, les membres de son propre Gouvernement à voter contre le projet relatif à l'élection des représentants britanniques à l'Assemblée de Strasbourg, à condition de ne pas s'en expliquer (technique dite de « l'accord dans le désaccord », mentionnée in Jacques Cadart, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, 2^e éd., 1980, t. II, p. 699). En tout état de cause, les deux scrutins de 1974 révélèrent que « l'emprise des deux grands partis sur l'électorat a diminué de façon éclatante » (75 % seulement des suffrages exprimés, contre encore 93,2 % en 1959, rappelle Monica Charlot, *Le système politique britannique*, A. Colin, 1976, p. 39) et ceci explique la censure par laquelle le Gouvernement devait tomber quatre ans et demi plus tard.

Le 28 mars 1979, en effet, par 311 voix contre 310, le Gouvernement Callaghan était renversé par une motion de censure et les élections qui suivirent la dissolution consécutive de la Chambre des Communes furent remportées par les conservateurs de Mme Thatcher, selon la plus pure tradition du parlementarisme. Dans le cadre du *two-party system*, le succès d'une telle procédure était jusque-là considéré comme impensable, la mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement se révélant non seulement illogique, mais, pour le parti majoritaire, suicidaire (ainsi que l'a montré l'évolution du Parti libéral à partir de 1918, Lloyd George ayant préconisé, à l'encontre d'Asquith, un Gouvernement d'Union nationale avec les conservateurs. De cette division en *National Liberals* et *Independant Liberals* au moment même de l'avènement du Labour naquit, de 1922 à 1935, une expérience de tripartisme marquée par une grande instabilité gouvernementale, ainsi que par le déclin du Parti libéral).

Donc, après l'alerte de 1974, la règle non écrite en vertu de laquelle une motion de censure n'a aucune chance parce qu'aucune raison d'aboutir

dans le *two-party system* (ainsi celles déposées par les conservateurs en mars 1977 et décembre 1978, ou par les travaillistes en mars 1980 et octobre 1981) a été infirmée, pour la première fois depuis près d'un siècle, en mars 1979.

c) Enfin, la dernière manifestation de la crise du *two-party system* est constituée par l'apparition et le succès croissant d'un tiers parti au centre de l'échiquier politique britannique. Certes, depuis son effacement de 1922 au profit du Labour, le Parti libéral survit comme troisième partenaire traditionnel et n'a même cessé de renforcer son audience, en voix sinon en sièges, de 1962 à février 1974 (14 sièges pour 19,3 % des suffrages), mais devait progressivement revenir à 11 sièges pour 11 % des voix en 1979, avec, de surcroît, une mauvaise répartition de ses électeurs dans les différentes circonscriptions qui l'empêche de contester vraiment l'hégémonie des deux grands. De même, on peut mentionner les tentatives de percées de partis nationalistes tels que, par exemple, le Scottish National Party, progressant de 1 à 7 sièges, avec 20 % des voix, aux élections générales de février 1974, puis de 7 à 11, avec 30 % des suffrages écossais, à celles d'octobre de la même année, mais retombant à 2 sièges seulement le 3 mai 1979.

Toutefois, la véritable menace pour le *two-party system* trouve sa source dans la naissance et le développement foudroyant au centre de la vie politique britannique d'un Parti social-démocrate (SDP) ayant officiellement pour vocation, exprimée dès le 9 juin 1980 par l'un de ses dirigeants, M. Roy Jenkins, d'en « briser le moule périmé ».

Un « Conseil pour la social-démocratie » (CSD) fut d'abord créé, le lendemain du Congrès travailliste extraordinaire de Wembley, en janvier 1981, par des élus modérés mécontents des succès remportés par l'aile gauche du Labour (désignation de Michaël Foot comme leader en novembre 1980 ; progression depuis lors d'Anthony Wedgwood Benn à l'extrême gauche ; réforme des conditions de désignation du leader renforçant l'influence de l'appareil du parti et, au sein de celui-ci, des syndicats — 40 % des mandats — au détriment du groupe parlementaire, etc.). Le 2 mars, les douze dissidents travaillistes rompèrent officiellement avec leur parti en démissionnant collectivement de son groupe parlementaire et, rejoints par un conservateur franchissant le Rubicon, instituèrent le 26, avec l'appui d'une dizaine de Lords, le SDP.

Dès lors, le nouveau parti allait se développer à une vitesse et dans des proportions véritablement extraordinaires, au cours de l'année 1981, sous la quadruple direction de Mme Shirley Williams et de MM. Roy Jenkins, David Owen et William Rodgers, tous anciens ministres travaillistes. Très rapidement, les transfuges parlementaires augmentèrent et le groupe compta près de 25 députés, « réfugiés, non déserteurs », essentiellement issus du Labour, et plus de 64 000 adhérents recensés lors du 1^{er} Congrès du SDP, en octobre. Il avait de surcroît conclu entre temps avec le Parti libéral une alliance électorale à laquelle les sondages promirent immédia-

tement la première place en nombre de voix, devant les deux grands partis traditionnels.

Confirmation fut d'ailleurs donnée à l'occasion des élections partielles qui se succédèrent en 1981 : le 16 juillet, à celle de Warrington, R. Jenkins, avec 42,4 % des suffrages, fut bien près de ravir un siège aux travaillistes (48 % des voix contre 61 % en 1979, les conservateurs tombant pour leur part de 29 à 7 %) ; le 22 octobre, la nouvelle coalition centriste remporta la victoire en faisant élire le libéral W. Pitt à la partielle de Croydon au détriment d'un tory (30,5 % des voix contre 49,4 % en 1979 ; 26 % au lieu de 40,1 % au travailliste, le libéral passant, lui, de 11 à 40 %) ; le 26 novembre, Mme S. Williams, victorieuse Crosby, apportait au groupe SDP son premier élu direct, dans une circonscription, détenue par les conservateurs depuis 1918 et où le candidat travailliste, avec 9,5 % des suffrages, ne fut même pas en mesure de récupérer son cautionnement. Enfin, le 25 mars 1982, R. Jenkins « transformait l'essai » en remportant brillamment (33,4 % des voix) l'élection partielle de Glasgow-Hillhead dans un autre fief conservateur réputé pourtant solide.

Ainsi, le moule traditionnel du *two-party system* paraît bien aller vers un éclatement et il convient de s'interroger sur les causes de ce phénomène inattendu.

II. — LES CAUSES DE LA CRISE

On peut trouver les causes principales de la crise du *two-party system* dans les événements économiques et sociaux, ainsi que dans des phénomènes spécifiquement politiques.

a) Les difficultés économiques constituent toujours une explication, commode mais pas obligatoirement inexacte, des crises politiques. Les mutations actuelles ne sont d'ailleurs pas sans rappeler le précédent de... 1931, avec la « grande trahison » de Ramsey Mac-Donald, choisissant une politique d'union nationale pour faire face à la crise, désavoué par ses propres amis et conduit à quitter un parti travailliste qui allait de ce fait perdre 2 millions de voix aux élections générales d'octobre de la même année.

Cinquante ans plus tard, l'union nationale n'est certes pas à l'ordre du jour, mais d'autres difficultés économiques et sociales débouchent à nouveau sur une redistribution des cartes du jeu politique. Tout se passe comme si les institutions et les traditions britanniques n'étaient adaptées qu'aux périodes de puissance et de prospérité. Disparition de l'Empire, chômage, inflation, récession ne peuvent manquer d'entraîner de profonds bouleversements. Déjà, la question « d'être ou ne pas être » membre des Communautés européennes avait ébranlé le *two-party system*, traçant une ligne de clivage non pas entre les deux grandes formations mais à l'intérieur de chacune d'elles. Dans cette perspective, la première importation en

provenance du Continent fut bien, avant même les produits alimentaires surpayés, la technique « aventureuse risquant de mettre en péril les fondements mêmes de la Constitution » (*Hansard*, House of Commons, 10-4-1975, p. 1460) du référendum, jamais encore utilisée sur le plan national dans le Royaume-Uni, en dépit d'une proposition de Churchill en 1945, à laquelle Atlee répondit : « Je ne pourrais pas consentir à l'introduction dans notre vie nationale d'une institution aussi complètement étrangère à toutes nos traditions » (cité in Jean-Pierre Boivin, *L'Angleterre et l'Europe : le 5 juin 1975 ou la journée des dupes*, *RFSP*, 1976, p. 198, lui-même inspiré de l'ouvrage de David Butler et Uwe Kitzinger, *The 1975 Referendum*, London, Macmillan, 1976). Au total, la consultation du 5 juin 1975 traduit d'une certaine manière l'échec de la théorie du *mandate* dont les grands partis étaient censés être investis mais constitua aussi un expédient habile permettant d'éviter l'éclatement du *two-party system* sur cette question.

Dans un même ordre d'idée, on peut soutenir que travaillistes et conservateurs, avant tout mandatés pour résoudre les difficultés économiques ont largement échoué lorsqu'ils ont, les uns et les autres, exercé le pouvoir : les premiers par une hésitation permanente entre les hardiesses de certains de leurs programmes doctrinaux forgés dans l'opposition (projets de retour à la « clause 4 » du « Labour and New Social Order » de 1918 ; « Labour's program for Britain » de 1973, etc.) et les contraintes de la gestion gouvernementale quotidienne (cf. P. Birnbaum, *Les travaillistes sont-ils des traîtres à la classe ouvrière ?*, *Le Monde*, 8-3-1981) ; les seconds, au contraire, par une obstination dans la mise en œuvre de théories monétaristes présentées comme irremplaçables (Mme Thatcher n'est-elle pas surnommée « TINA » par certains de ses amis, à cause de sa maxime favorite : *There is no alternative ?*).

Il se pourrait, précisément, qu'une majorité de Britanniques, déçus par ces deux approches de la crise n'ayant en commun que leur échec patent, recherchent une solution, non plus seulement par l'alternance traditionnelle du *two-party system*, mais dans la possibilité d'une véritable alternative, c'est-à-dire d'une politique nouvelle, fondée sur la relance, le dialogue et la concertation (cf. le programme économique du SDP esquissé hors du congrès itinérant d'octobre 1981), ainsi que sur une démocratie interne des Trade-Unions et un assouplissement de leurs liens avec les partis politiques : à ce titre, sont particulièrement contestées la technique du *contracting out*, remise en vigueur par le Labour en 1945, selon laquelle l'adhésion syndicale entraîne automatiquement le renversement d'une partie de la cotisation au Parti travailliste, sauf volonté expresse contraire, et la pratique du *closed shop* (monopole de l'embauche au Trade-Unions), déjà critiquée par la Cour européenne des Droits de l'Homme en août 1981, et pour la restriction de laquelle le Gouvernement a fait adopter en février 1982 un projet de loi Tebbit (sur lequel d'ailleurs le groupe parlementaire social-démocrate se divisa d'ailleurs, pour la première fois).

Ainsi, l'émergence d'une « troisième voie » sociale, correspondant peut-être à la prise de conscience de son identité par une « classe moyenne » montante, favoriserait les progrès de la social-démocratie, et cela d'autant plus que l'inaptitude des partis traditionnels à résoudre la crise les a conduits à une radicalisation de leurs positions respectives qui n'est pas sans conséquences proprement politiques.

b) On peut dire, de ce point de vue, que la plupart des conventions et traditions sur lesquelles reposaient jusqu'ici l'image du Royaume-Uni — « patrie du consensus » — et par voie de conséquence le *two-party system*, sont remises en question (cf. Jack Hayward, Royaume-Uni ou le consensus en crise, *Pouvoirs*, n° 5, 1978, pp. 141-147), jusqu'à l'institution de la Couronne elle-même, parfois, en dépit ou à cause des fastes dont elle continue de s'entourer.

S'agissant du système des partis lui-même, son fondement principal, le mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour est contesté non seulement par les libéraux et les sociaux-démocrates pour des raisons évidentes, mais aussi par certains courants d'opinion interne plus désintéressés (cf. le rapport de la « Commission Blake », pour la Hansard Society, réclamant, le 9 juin 1976, l'introduction de la représentation proportionnelle) ou encore dans le cadre de l'Europe des Dix (en juin 1979, la Grande-Bretagne fut le seul pays à ne pas désigner ses représentants à l'Assemblée de Strasbourg au scrutin proportionnel, mais il a été convenu d'une harmonisation des modalités de désignation pour la prochaine consultation).

Mais, au-delà même de cet aspect technique, l'évolution récente des deux principaux partis pose un problème de fond. Au lieu de se rejoindre sur des positions modérées, seules susceptibles de leur permettre de l'emporter grâce au soutien des *floating votes* et seules capables d'autoriser entre eux une alternance fondée, on le sait, sur l'absence d'une authentique alternative, conservateurs et travaillistes s'éloignent sur des positions extrêmes ou extrémistes. A droite, les *tories-mous*, style E. Heath, ont dû céder la place à la « Dame de Fer », plébiscitée par des militants toujours plus radicaux que leurs élus ; à gauche, le glas des modérés a été sonné par l'élection de M. Foot à la tête du Labour, lui-même très vite débordé par A. Benn, et même par les marxistes de la tendance « Militant », parti dans le parti, spécialisé dans l'invective et dans la surenchère et doté de ses propres structures, au point que l'un des dissidents du Labour, David Owen, a pu dresser en octobre 1981, à l'issue du Congrès de Brinton pourtant marqué par un certain recentrage, ce constat désabusé : « Un grand parti d'autrefois est en train de mourir. »

Cette double radicalisation est, en effet, fatale au bipartisme. En juin 1975 ses effets avaient pu être habilement et artificiellement annihilés par une alliance éphémère des pro-Européens au sein du groupe BIE (« Britain in Europe ») et une marginalisation des extrémistes anti-européens (la gauche travailliste et les partisans d'Enoch Powell), et l'on peut penser que, loin d'avoir « secoué fortement un système en pleine

désintégration (et)... précipité le mouvement » (Boivin, art. cit., p. 210), le recours au référendum avait alors permis de retarder une échéance déjà clairement annoncée. Tel n'est plus le cas en 1981-1982, et les partis traditionnels, par leur dérive gauchiste ou droitiste (le *Financial Times* a pu qualifier en ce sens Margaret Thatcher et Michaël Foot de « recruteurs bénévoles » du SDP), laissent en quelque sorte la place libre au centre du système, que les hommes politiques, dont l'« horreur du vide » est bien connue en la matière, ne pouvaient manquer de tenter d'occuper.

Mais la fin du consensus politique et la remise en cause corrélative du *two-party system* ont également pour origine directe la contestation de l'unité même du Royaume par les « autonomistes » gallois, écossais ou irlandais. La motion de censure qui mit fin à l'existence du Gouvernement Callaghan le 28 mars 1979 intervint d'ailleurs moins d'un mois après l'échec du référendum sur la « dévolution du pouvoir » et son succès ne fut acquis que grâce à l'appui des onze députés du Scottish National Party et des huit unionistes de l'Ulster.

Sur-représentées à Westminster (36 et 71 députés, en majorité travaillistes), les provinces de Galles et d'Ecosse connurent en 1973-1974 de violents sursauts nationalistes, dus à la conjonction de difficultés économiques et d'espérances placées dans la découverte du pétrole en mer du Nord (cf. le slogan : « Mieux vaut être riches en Ecosse que pauvres en Angleterre »). Cette vague séparatiste menaçait de saper les fondements mêmes du *two-party system* dans la mesure où l'accès au pouvoir des travaillistes — c'est-à-dire le principe de l'alternance — ne peut être envisagé sans l'appui d'un fort contingent de députés gallois ou écossais, l'Angleterre demeurant essentiellement conservatrice. L'intérêt électoral du Labour est donc dans l'« Unionisme ». Cependant, sclérosé par des succès longtemps faciles, le « Scottish Council of the Labour Party » se vit concurrencé par un « Scottish Labour Party » dissident, et surtout par des partis nationalistes, qui firent élire des représentants à eux en février et octobre 1974 (le SNP passant de 1 à 7, puis à 11 sièges, avec 30 % des voix, tandis que le Plaid Cymru gallois emportait 3 sièges avec 10 % des suffrages) au détriment du Labour, menaçant même nombre de ses élus (à 3 ou 4 % près dans 36 circonscriptions) et montrant que, si aucune réforme n'intervenait, le SNP risquait de recueillir la majorité des 71 sièges écossais aux législatives suivantes (cf. Jacques Leruez, *Partis politiques et élections dans l'Ecosse d'aujourd'hui*, *RFSP*, juin 1978, pp. 508-536).

Mieux même ! Allant parfois jusqu'à réclamer l'indépendance (qu'un député écossais parla d'échanger contre deux puits de pétrole), les mouvements nationalistes exercèrent sur le Gouvernement travailliste un véritable chantage, monnayant leur soutien parlementaire contre des progrès substantiels vers une dévolution des pouvoirs ne pouvant que conduire, à terme, vers une diminution ou une suppression de la représentation de ces provinces à Westminster, c'est-à-dire à une perte de circonscriptions sûres pour le Labour. Celui-ci, en fin de compte, ne put surmonter cette inextricable contradiction entre ses intérêts à court et à long terme

et se fit censurer en mars, les élections générales qui suivirent, également fatales aux partis nationalistes qui avaient contribué à les provoquer (« Je n'ai jamais vu des dindes de Noël si heureuses de voir le soir des fêtes arriver », avait ironisé M. Callaghan le soir de sa défaite) ; ayant laissé, jusqu'à ce jour la question en l'état.

L'éventualité de nouveaux sursauts nationalistes, avec leurs conséquences électorales, ne doit donc pas être repoussée. Mais ce n'est là qu'une des interrogations relatives à l'avenir du système politique britannique.

III. — LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Seules les élections générales qui doivent normalement intervenir en 1983-1984 permettront de connaître avec certitude les chances de survie du *two-party system*. Sans se livrer au jeu souvent vain et toujours périlleux des prédictions en la matière, on peut toutefois imaginer un certain nombre d'hypothèses. Les deux premières, en lesquelles nous ne croyons pas beaucoup, supposent la disparition du système bi-partisan ; les deux autres impliquent sa continuation.

a) Le *two-party system* peut d'abord être amené à ne pas survivre à la crise qui le secoue, que la coalition social-démocrate/libérale échoue ou qu'elle réussisse à se tailler une place durable.

La première éventualité découlerait, tout à la fois, d'un échec du SDP et d'un effondrement, par désaffection et divisions, du Labour, ce qui entraînerait l'installation d'une formation conservatrice élargie en parti dominant, quels que soient les résultats de la politique économique choisie par Mme Thatcher, et donc la fin de l'alternance. A l'appui de cette éventualité, tout de même peu vraisemblable, on peut relever que le Parti conservateur a exercé le pouvoir pendant les deux tiers du temps depuis trente ans, que la concrétisation du succès du SDP est loin d'être acquise et que le Labour, déjà au plus bas, pourrait pâtir davantage encore à l'avenir de nouvelles percées nationalistes, en Ecosse surtout.

Selon une seconde hypothèse, la coalition SDP-libéraux réussirait à s'insérer durablement entre les deux grands partis, sans toutefois les éliminer, aucune formation ne disposant dès lors d'une majorité. Dans ce cas, le *two-party system* laisserait la place à une nouvelle période de tripartisme, comme celle que connurent les Britanniques de 1922 à 1935, avec un retour aux mécanismes du régime parlementaire classique, avec ses coalitions politiques fragiles et son instabilité gouvernementale.

b) Mais on peut également penser avec M. Cadart (*op. cit.*, t. II, p. 702) que, « la perfection du régime britannique apparaissant surtout dans les crises... (celui-ci) est en train de retourner à son classicisme séculaire », et en particulier aux principes et mécanismes, un instant seulement contestés, du *two-party system*.

Une semblable occurrence peut d'ailleurs être envisagée dans le cadre

de deux scénarios différents : dans l'un, la coalition « centriste » l'emporte et prend la place de l'un des deux grands partis, sans doute le Labour, bien que les conservateurs accusent souvent les sociaux-démocrates de n'être que des « travaillistes déguisés » destinés à détacher de leur parti une frange de l'électorat déçu ou irrité par Mme Thatcher. Dans cette hypothèse, les libéraux rejoindraient en quelque sorte aux travaillistes, grâce à l'appui du SDP, le tour que ceux-ci lui avaient joué en 1924, pour des raisons assez voisines (divisions internes, etc.).

Mais, en dépit de ses querelles internes et des hémorragies importantes d'électeurs, de militants et de parlementaires qu'il subit actuellement, le Parti travailliste ne doit peut-être pas être enterré, de même que les handicaps dont souffre encore la coalition social-démocrate/libérale ne doivent pas être sous-estimés.

Ainsi, les leçons du passé montrent que le *two-party system* a déjà surmonté bien des situations délicates (majorités étroites, en 1951, 1955, 1964 ; soutien d'un tiers parti nécessaire au Gouvernement libéral (1910-1915 : soutien travailliste) ou travailliste (soutiens libéral ou nationalistes : 1924, 1929-1931, 1976, etc.)) et que bien des bouleversements annoncés ne se sont pas produits : par exemple, les mêmes instituts de sondage qui annoncent aujourd'hui le triomphe du SDP indiquaient, en octobre 1973, 34 % d'opinions favorables au Labour, 31 % aux conservateurs et... 32 % aux libéraux, sans que cela les empêche d'être laminés par le mode de scrutin et de devoir se contenter de servir de force d'appoint à M. Callaghan par un pacte « lib.-lab. » qui fut loin de ne leur apporter que des satisfactions. De même, le Scottish National Party ne remporta que deux sièges aux élections de 1979 après avoir recueilli 30 % des suffrages écossais à celles d'octobre 1974.

A Londres comme à Rome, en effet, la Roche Tarpéienne paraît fort proche du Capitole, ou de ce qui en tient lieu, et l'écart est assez faible qui distingue un triomphe éclatant d'un désastre irrémédiable. En ce sens, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, quelques succès aux législatives partielles ne font pas automatiquement un triomphe aux élections générales. Du reste, le SDP, encore jugé en juin 1981 par Mme S. Williams elle-même comme « sans racines, sans principes, ni philosophie politique », handicapé par un manque relatif de militants et une pléthore de leaders potentiels, devra encore subir, tout comme ses alliés libéraux, le désavantage de la règle selon laquelle l'accès à la propagande radiotélévisée est calculé sur la base des voix obtenues lors du précédent scrutin (les formations présentant au moins 50 candidats bénéficiant seulement de deux émissions de cinq minutes). Enfin, le système majoritaire à un tour reste le principal obstacle à l'émergence définitive de la coalition. Selon les stratèges électoraux d'outre-Manche, avec 35 % des voix celle-ci serait la première formation britannique, avec 39 % elle se verrait assurée de disposer d'une majorité absolue, mais avec 30 % ou moins ne récolterait qu'un nombre infime de sièges au Parlement.

En réalité, la meilleure chance des sociaux-démocrates et des libéraux

paraît bien être d'obtenir aux futures élections générales assez de voix pour permettre à ses dirigeants de négocier en position de force avec l'un des deux grands partis, sans doute les conservateurs, l'introduction d'une certaine dose de proportionnalité dans le système électoral (bien que les représentants britanniques à Strasbourg se soient prononcés contre le projet de scrutin uniforme, proportionnel et régional, voté par l'Assemblée le 10 mars 1982, et qu'il reste aux gouvernements des Dix à adopter, avant les prochaines élections européennes, à l'unanimité).

Mais la coalition SDP-libéraux conservera-t-elle sa position avantageuse jusqu'en 1984 ? Déjà, les premiers craquements, laissant présager que le moule du *two-party system* est en train de se refermer, se font entendre : à l'issue des 183 élections locales partielles du 6 mai 1982, sociaux-démocrates et libéraux, dans le climat certes particulier de la guerre des Malouines, sont retombés à 27 % des voix, derrière les conservateurs (38 %) et les travaillistes (32 %). A plus long terme, le « recentrage » esquissé par le Labour ainsi que la réconciliation de M. Foot avec les dirigeants du rvc (les statuts du SDP excluant pour leur part toute possibilité d'affiliation collective), comme les souhaits de modération adressés à Mme Thatcher — dont la longévité politique n'est du reste pas éternelle — par un nombre croissant de conservateurs n'indiquent-ils pas que, par l'ampleur même de son succès, la coalition centriste conduit les deux grands partis à quitter leurs positions radicales, diminuant ainsi ses chances de victoire ?

La question, en 1982, ne nous semble plus être de savoir si le Royaume-Uni sera ou non « gouverné au centre », mais par qui et dans le cadre de quel système il le sera.